

Nous ne méritons pas l'augmentation de nos indemnités et dépenses, parce que nous n'avons pas fait notre travail, parce que nous sommes de mauvais serviteurs qui exploitent les patrons, qui les dénigrent, qui les jettent dans les bras du socialisme, qui les acculent à la faillite, à l'anarchie, à la révolte, à la destruction. Si la révolte gronde, si des syndicats demandent toutes sortes de choses impossibles, c'est parce que le gouvernement n'a pas fait «sa job». Nous subissons les conséquences de l'inertie des fonctionnaires et des députés qui n'ont pas assumé leurs responsabilités.

Monsieur l'Orateur, il existe des préoccupations extrêmement graves pour ceux qui ont la responsabilité de gouverner. Les députés n'ont pas l'air d'assumer ces responsabilités. Plusieurs ont l'air de trouver cela drôle, et les responsabilités ne sont pas assumées.

La politique visant à la liberté individuelle et à l'égalité des chances demeure très loin de la justice sociale préconisée par le slogan: Établissons une société juste! Un grand nombre de Canadiens demeurent dans des taudis. Que penser des taxes qu'ils ont à payer sur les matériaux de construction et des taux d'intérêt extravagants qui augmentent le coût de la vie?

Notre société juste, par ses taxes, ses impôts, sa politique de logement, prive l'individu de son droit à la propriété. Nous avons organisé un tel système diabolique; subissons-en les conséquences! Les Canadiens se doivent de nous refuser l'absolution sans preuve du contraire.

Si nous ne tenons pas compte des sérieuses responsabilités qui nous incombent, nous subissons les conséquences directes de notre inertie à procurer au peuple le revenu personnel garanti et à lui assurer un pouvoir d'achat suffisant et convenable, proportionnel à la production. En 1970, la production nationale brute a atteint 90 milliards, et la consommation, 50 milliards. En dépit d'une capitalisation de 36 milliards, 50 p. 100 des Canadiens n'ont pu participer à la production nationale.

Or, si nous capitalisons 36 milliards de dollars en 1971, il serait facile de distribuer au peuple un milliard par mois, sous forme d'escompte compensé sur les prix ou sous forme de dividende national afin de lui donner le pouvoir d'achat nécessaire pour relancer l'économie.

Mais au lieu de ce faire, on se borne à créer la rareté, à imposer des taxes et des impôts à ceux dont les goussets sont déjà vides, à ceux qui ne sont plus capables de payer des taxes et des impôts, et on laisse nos grandes institutions financières accumuler des réserves, «à coups de milliards,» sans payer d'impôts. Les représentants du gouvernement ont-ils fait «leur job»? Moi, j'ai fait la mienne, parce que je parle de ce sujet depuis longtemps.

Il n'y a rien d'équilibré. Certains députés sont-ils capables de dire que l'économie du Canada est présentement équilibrée et que cela justifie une augmentation de salaire pour des fonctionnaires?

Il y aurait bien des choses à faire et à dire. Nous avons souvent dit des choses, mais chez les conservateurs progressistes et les libéraux, on reste muets. On a l'air de trouver que tout va bien, que tout marche comme sur des roulettes, alors que rien ne fonctionne. L'économie est plus à la baisse que jamais. Elle est «bloquée»; aucun de ses rouages ne fonctionne. L'industrie fonctionne à peu près au quart de sa mesure. Toutes les usines sont fermées; toutes les industries, en général, sont au bord

de la faillite. Environ 50 p. 100 des petites industries canadiennes ont fait faillite au Canada; il en est de même de 50 p. 100 des détaillants. Et l'on dit que l'économie se porte bien, que tout va comme sur des roulettes, que le parti libéral est le parti de l'avenir et que le parti conservateur progressiste l'est aussi. On déséquilibre l'économie de plus en plus.

Je voudrais citer à ce sujet un article de *La Presse* du jeudi 29 avril 1971:

Ce qu'il en coûte pour vivre

La hausse constante du coût de la vie fournit aux économistes d'intéressants sujets de thèses et elle devrait donner de pénibles maux de tête aux hommes politiques sérieux.

Est-ce qu'il existe encore des hommes politiques sérieux? Où sont-ils? Qu'ils se lèvent et, s'ils sont sérieux, qu'ils le montrent, une bonne fois, à la population.

Je continue la citation.

Ne nous substituons donc pas aux uns et aux autres. Le gouvernement fédéral a-t-il contribué à l'augmentation du chômage en voulant combattre l'inflation? La Commission des prix et des revenus a-t-elle vraiment échoué dans sa tentative d'amener les entreprises et les syndicats à contrôler les profits et les exigences salariales? L'indice des prix à la consommation est-il un critère valable pour juger la santé économique d'un pays? Ce sont là autant de questions de spécialistes—qui, d'ailleurs, ont peine à s'entendre dans leurs réponses—mais aucune preuve ne nous permet de donner une opinion réconfortante.

La commission présidée par M. John Young fait encore de louables efforts pour contrer les effets de l'inflation par une étroite surveillance des augmentations de salaires et des prix des produits offerts aux consommateurs canadiens.

• (3.30 p.m.)

Malgré tout des chiffres récents du Bureau fédéral de la statistique laissent songeur. Les prix de détail ont été majorés de 1.2 pour cent durant le premier trimestre de 1971, ce qui représente la plus forte hausse depuis dix ans. Il en coûte plus cher pour se nourrir, pour se vêtir, pour se loger, pour se déplacer, pour s'amuser. Cela signifie que le dollar se dévalue et qu'avec le même revenu, une famille achète moins de produits...ou s'endette davantage. Cet exposé, pour sommaire qu'il soit, ne décrit-il pas une réalité quotidienne?

L'automobiliste qui paie trois cents de plus pour le même gallon d'essence, la mère de famille qui paie un cent de plus pour le même pain, le Montréalais qui paiera de \$20 à \$50 de plus par année pour la même eau n'a même plus le temps de se demander d'où vient le mal qui l'afflige: il paie. Quand à ces hausses viennent s'ajouter celles du taux de la taxe scolaire, des frais de service des banques à charte, des tarifs des trains, celui qui paie commence sûrement à chercher des solutions à ses ennuis budgétaires ailleurs que dans ses fonds de tiroirs. Son réflexe est normal: ne voulant ou ne pouvant pas diminuer son rythme de vie, il s'apprête à exiger des hausses salariales qui lui permettront de profiter des services ou d'acheter les produits qu'on lui propose à des prix plus élevés. Et qui peut le blâmer de vouloir à son tour bénéficier des avantages de la libre entreprise?

Les gouvernements qui augmentent les impôts et les taxes, les compagnies qui majorent les prix invoquent toujours de bons arguments: les dépenses sont incompressibles, les services doivent être améliorés, les coûts de production grimpent en flèche, les salaires sont devenus astronomiques. Oublions les gouvernements, qui ne tardent guère à s'expliquer quand les votes des électeurs peuvent être déterminants. On peut, en revanche, se demander si certaines entreprises n'ont pas un peu trop tendance à rejeter sur le dos de leurs employés la responsabilité des hausses des prix de leurs produits, dont plusieurs sont indispensables. Car ces employés sont aussi des consommateurs, qui tirent de leur travail leurs principaux sinon leurs seuls moyens de subsistance. C'est, bien sûr, un cercle vicieux que cette augmentation des prix et des salaires. Qui osera sommer le petit de le briser, ce cercle?